

Sa compétitivité hisse rapidement le Canada

DANS LE PELOTON MONDIAL

EN
1997

Que les investisseurs internationaux prennent bonne note : les climats économiques nationaux évoluent rapidement, et il est temps de revoir les avantages qu'offrent les différents pays.

Quatre études distinctes révèlent que le Canada se joint au peloton de tête des pays reconnus pour leur prospérité économique et leur compétitivité.

L'investissement étranger au Canada continue de croître

En 1996, les investissements directs étrangers (IDÉ) au pays se sont accrus de 12,4 milliards de dollars pour atteindre 180,4 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 88 % depuis 1986. Ce sont les capitaux américains qui comptent pour la plus grosse part des actifs de propriété étrangère au Canada (68 %), suivis des capitaux européens, qui s'élèvent à 21,2 % (7,9 % dans le cas du Royaume-Uni). Les pays côtiers du Pacifique viennent au troisième rang avec 6,5 % des investissements internationaux effectués au Canada (3,6 % dans le cas du Japon).

Economist Intelligence Unit (EIU)

L'Economist Intelligence Unit, qui jouit de la considération internationale, classe le Canada troisième sur les 58 pays évalués en regard du climat des affaires. Devançant le tournant du millénaire, l'EIU prédit que d'ici cinq ans, le Canada sera l'un des meilleurs pays au monde où faire des affaires. L'EIU classe les économies en fonction de divers facteurs, dont les politiques gouvernementales relatives à l'investissement étranger et à la concurrence, les impôts, le marché du travail, l'infrastructure, la stabilité politique et les débouchés commerciaux.

International Institute for Management Development (IMD)

Dans l'édition de 1997 de son *World Competitiveness Yearbook*, le Canada a obtenu de l'IMD sa meilleure note jusqu'ici en se classant dixième. L'analyse de l'IMD porte sur 244 critères groupés en huit facteurs principaux, à savoir l'économie nationale, l'internationalisation, le gouvernement, les finances publiques, l'infrastructure, la gestion, les sciences et la technologie, et la population.

Fonds monétaire international (FMI)

Le Fonds monétaire international s'attend à ce que la croissance économique du Canada soit la plus rapide de tous les pays membres du Groupe des sept (G-7), aussi bien cette année que l'an prochain. En effet, il prévoit pour le Canada un taux de croissance de 3,5 % en 1997 et de 3,4 % en 1998. Selon le FMI, le Canada devrait enregistrer en 1998 une amélioration de son taux de création d'emplois et une légère diminution de son taux de chômage (8,8 %), un faible niveau d'inflation et le plus petit déficit budgétaire de tous les pays du G-7 (0,1 % du PIB). Le Fonds attribue la vigueur économique du Canada à ses faibles taux d'intérêt, à l'amélioration de son contexte fiscal et au relèvement de la confiance des consommateurs.

Forum économique mondial (FÉM)

Dans son rapport de 1997, le Forum économique mondial démontre qu'en une seule année, le Canada est passé du huitième au quatrième rang mondial au chapitre de la compétitivité, se plaçant immédiatement après les États-Unis et bien avant l'Allemagne, le Japon, la France et le Royaume-Uni. Singapour et Hong Kong, des économies plus petites, conservent les deux premières places.

Le rapport du FÉM classe 53 pays en fonction d'une vaste gamme de mesures statistiques, lesquelles sont complétées par des données fournies par 3 000 cadres d'entreprises du monde entier.

Les auteurs du rapport définissent la compétitivité d'un pays comme étant sa capacité de maintenir un taux de croissance économique élevé pour ce qui est du revenu par habitant réel ou corrigé de l'inflation.

Les investisseurs trouveront particulièrement intéressante l'orientation du rapport vers l'avenir, puisqu'on y examine non seulement le court terme, mais aussi la capacité d'un pays à maintenir un taux de croissance élevé au cours des cinq prochaines années.

Dans son classement, le Forum applique 155 critères répartis en huit catégories principales, notamment :

- l'ouverture au commerce et à l'investissement;
- le rôle du gouvernement dans l'économie;
- la qualité des banques et des marchés financiers;
- la puissance technologique, y compris l'investissement dans les activités de recherche et développement;
- l'infrastructure;
- la solidité des institutions juridiques, sociales et politiques.

D'après l'enquête, certains des avantages concurrentiels du Canada résident dans ses systèmes bancaires et juridiques sains et fiables, le taux de change avantageux, ainsi que la stabilité politique, les excellentes écoles de commerce, les faibles tarifs interurbains, le taux élevé d'informatisation et le système de transport aérien efficace qu'on y observe.